

Vignes : plus de mécanique pour moins de chimique

Les Vignerons de la Sainte-Victoire ont proposé une journée d'information sur les outils qui peuvent se substituer aux désherbants et autres fongicide

Si on ne réagit pas maintenant, demain, c'est le consommateur qui réagira à notre place, alors autant l'anticiper..." Georges Guiniéri, président de la cave coopérative de Puyloubier, le plus gros producteur de la zone d'appellation côtes de provençe, n'est pas plus directeur marketing que philosophe, mais bien vigneron.

Pour autant, le vin, les Vignerons du mont Sainte-Victoire le produisent pour le vendre. Les tendances du marché, ils les étudient donc de près et en permanence. Les coopérateurs puyloubiérens, pourtant assez éloignés du profil du petit vigneron travaillant en biodynamie, n'ont ni œillères ni bouchons d'oreilles et les remous des polémiques bordelaises autour de l'abus des traitements chimiques (lire ci-dessous) sont arrivés jusqu'à eux.

La tondeuse plutôt que le Roundup...

Et aussi jusqu'aux Vignerons de la Sainte-Victoire, l'association qui chapeaute la dénomination des côtes de provençe sainte-victoire. Dernièrement, au domaine de Mauvan, à Puyloubier, celle-ci organisait ainsi une "démonstration de matériels innovants alternatifs à l'utilisation des herbicides". En clair, plutôt la bonne vieille tondeuse que l'épandeuse de glyphosate (la molécule active du Roundup de Monsanto), encore largement utilisée, en Provence comme ailleurs.

Dans l'une des parcelles de Mauvan, en bord de N7, les concessionnaires de matériels viticoles avaient donc aligné une dizaine de tracteurs pour une démonstration sur champ de rotavators, décaillonneuses, bineuses... Le tout devant un parterre plutôt fourni d'une bonne centaine de viticulteurs.

Dans le cadre d'une lutte



Le recours à des outils mécaniques peut permettre de moins traiter les rangs de vignes. C'était le sens de la démonstration proposée par les Vignerons de la Sainte-Victoire à Puyloubier ce jour-là. / PH. LAURENSEN

moins chimique contre les maladies du bois et des feuilles et l'envahissement par l'herbe, la Provence a quelques atouts naturels à faire valoir.

"On profite de conditions climatiques plus favorables que le Bordelais, par exemple, confirme Frédérique Maquaire, chef de projet Écophyto à la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf). Pour dire les choses plus simplement, il pleut moins chez nous que sur la façade Atlantique, donc l'herbe pousse moins aussi." Herbe au pied des cepes que la majorité des vignerons - mais pas tous, certains, comme Château-Bas, y verraient plutôt une chance - continuent de considérer comme un concurrent de la vigne, tant pour les nutriments

que pour l'eau.

Au niveau national, l'herbicide représente d'ailleurs le premier poste de traitement chimique des sols. La France, tous secteurs confondus (agriculture, espaces verts, particuliers) en a consommé 28 000 tonnes en 2014 ; 60 000 tonnes quand on rajoute les fongicides et insecticides. 4 000 tonnes en ont été vendues en Paca l'an dernier. Et le plan national lancé en 2009 dans la foulée du Grenelle de l'environnement et baptisé Écophyto, "pour réduire et améliorer l'utilisation des phytos", n'y a rien fait : la France, et particulièrement son agriculture, utilise toujours plus de produits phytosanitaires (+9,4 % en 2014), 2^e consommateur européen derrière l'Espagne.

"Oui mais si la quantité de

substances a continué d'augmenter, ce sont souvent des substances moins actives, comme le soufre (pour lutter contre les champignons, Ndlr), qui est même autorisé en agriculture biologique", plaide Frédérique Maquaire. Laquelle rappelle aussi que le volume de la production agricole française rend peu pertinente la comparaison en chiffres absolus avec des agricultures moins puissantes.

Des arguments certes logiques mais que le consommateur, le seul à avoir raison au final, aura peut-être du mal à entendre. La viticulture provençale l'a compris qui est en pointe sur le bio (2^e région productrice de vins biologiques après le Languedoc-Roussillon).

Guénaél LEMOUÉE
glemouee@laprovence-presse.fr

Le raz-de-marée "Cash investigation"

Le 2 février dernier sur France 2, Élise Lucet et son équipe de *Cash investigation* lançaient un gros pavé médiatique dans la mare du marché des produits phytosanitaires et de ses géants industriels (Monsanto, Bayer, Syngenta...). En ligne de mire notamment, l'utilisation surabondante et pas toujours dans les règles de l'art des substances chimiques dans le vignoble bordelais, à

deux pas des maisons environnantes et de leurs habitants. L'émission a fait grand bruit. Et relancé un débat déjà porté publiquement par d'autres depuis des années (on pense, par exemple, à Marie-Lys Bibeyran, ouvrière agricole de la viticulture bordelaise).

À tel point que le dimanche 14 février, sur le pavé bordelais, on n'a pas fêté la

Saint-Valentin mais, à l'appel notamment de la Confédération paysanne, la marche blanche anti-pesticides dans les vignes. Simple exagération que tout cela ? On ne parierait pas dessus tant le débat est, au contraire, de plus en plus présent sur la place publique et qu'on est sans doute plus face à une bombe à retardement qu'à une écume éphémère.